

**DECISION DU PRESIDENT N° 280-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DE MARCHÉ RELATIF A LA PRESTATION DE NETTOYAGE DANS LES BÂTIMENTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9°,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la consultation lancée le 12 septembre 2023, sur le profil acheteur marchés sécurisés avec une remise des offres le mercredi 4 octobre 2023,

Considérant le rapport d'analyse des offres et les critères d'attribution du marché, à savoir 40% valeur technique et 60% prix des prestations,

Considérant l'offre de l'entreprise VITRIPRO de Rochefort (17), pour un montant estimatif de 20 151.00 € HT sur une durée de 3 ans, comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif à la prestation de nettoyage dans les bâtiments de la Communauté de communes, à l'entreprise VITRIPRO, pour un montant estimatif de 20 151.00 € HT pour une durée de 3 ans.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux intéressés



Fait à Saint Fulgent, le 13 novembre 2023

Le Président
Jacky DALLET